

L'histoire et la monarchie selon le marquis d'Argenson

Au moins depuis le XVI^e siècle, les historiens et les théoriciens de la connaissance historique, affrontés à la tâche de la légitimation de leur activité, doivent répondre à un certain nombre de doutes concernant leur aptitude à établir « la vérité ». Les travaux des spécialistes de l'état de l'art historique montrent que la tendance générale est à la séparation maintenue (voire approfondie) de deux activités intellectuelles relevant de l'histoire : la recherche des faits historiques dignes de confiance d'un côté et la narration et l'interprétation de l'autre.

Au XVIII^e siècle, l'histoire apparaît donc écartelée entre deux approches divergentes : l'une qui prétend établir la vérité des faits et procède par accumulation descriptive ; l'autre, théorique, qui se propose de réinterpréter le passé en se souciant, pour l'essentiel, des causes et des conséquences, sans s'embarrasser de détails ni du de débats sur l'autorité du témoignage, puisque la vérité recherchée n'est plus d'ordre factuel, mais général¹.

Cette opposition entre histoire érudite et histoire éloquente ou philosophique permet de comprendre l'enjeu et la portée des grands débats théoriques au sujet de la « crise pyrrhonienne » (qui affecte non seulement les érudits, mais également les historiens « éloquents » et les historiens « philosophes »), de la distinction nécessaire entre histoire et belles-lettres aussi bien qu'entre histoire et mémoires, et enfin, la réflexion théorique menée au sujet de l'impartialité et l'indépendance nécessaires de l'historien.

C'est surtout cette dernière question qui intéresse le marquis d'Argenson dans son article intitulé *Réflexions sur les historiens français et sur les qualités nécessaires pour composer l'histoire*². Le titre du texte est quelque peu trompeur puisque d'Argenson y traite moins des qualités individuelles requises aux historiens ou aux savants en général que des conditions sociales, mais surtout politiques de la réflexion philosophique³. La question que l'auteur se propose d'éclaircir est

¹ GRELL, Chantal, *L'histoire entre l'érudition et philosophie. Étude sur la connaissance historique à l'âge des Lumières*, Paris, PUF, 1993, p. 38.

² Le texte – auquel nous nous référerons dans la suite par son titre *Réflexions* – se trouve dans l'*Histoire de l'Académie royale des Inscriptions et des Belles-Lettres*, Bd. 28, Paris, 1761. Le texte fut lu à la séance du 14 mars 1755 de ladite Académie.

³ Edme Champion signale que le manuscrit du texte en question (détruit dans l'incendie de Louvre) portait encore le titre original suivant : « Essai sur les causes auxquelles l'on peut attribuer la médiocrité de nos historiens françois. » Voir la notice bibliographique de sa sélection d'extraits du journal du marquis. Paris, 1898, p. 377.

la suivante : comment expliquer le fait que l'Antiquité a connu beaucoup plus d'excellents historiens – et de philosophes politiques⁴ – que la monarchie française ? Le problème que d'Argenson pose ici a préoccupé les meilleurs esprits de son siècle. Dans son livre consacré à l'histoire philosophique Olga Penke cite les remarques désabusées de Diderot et de Voltaire au sujet de la dépendance quasi inéluctable des historiens des régimes monarchiques⁵. D'Alembert, plus optimiste, rend manifeste dans le *Discours Préliminaire* de l'*Encyclopédie* sa conviction qu'il n'est pas impossible, même dans les cadres d'une monarchie, de construire une égalité académique, une liberté certes artificielle, mais qui pourrait constituer « le modèle social d'un libre exercice de la raison entre des individus égaux, que ne partage que la différence de leurs talents, toute autre inégalité ayant été annulée »⁶. Dans cet article, je m'efforce d'examiner comment le marquis d'Argenson utilise le lieu commun de la liberté nécessaire de l'historien dans sa critique adressée au régime monarchique en général (et à la pratique de la monarchie française en particulier) et comment il recrute une longue argumentation au service de son projet de la « républicanisation de la monarchie ».

Tout d'abord, il faut noter que, n'étant pas historien pratiquant, le marquis ne partage pas les doutes de type pyrrhonien concernant la possibilité de retrouver la vérité historique : à force de jouir de la liberté requise, les historiens peuvent sans difficulté accéder à des vérités incontestables. D'Argenson affirme de prime abord qu'il ne croit pas à la théorie d'une décadence générale de l'esprit humain ; la réponse qu'il favorise est d'ordre politique, « une raison nationale »⁷. D'Argenson n'hésite pas à reconnaître que le règne de Louis XIV avait été une sorte d'âge d'or pour les Lettres françaises ; c'est surtout la littérature qui a pu bénéficier du soutien généreux du Roi-Soleil. En revanche, l'attention particulière du Prince n'est pas très favorable au progrès des sciences morales et politiques, ces dernières n'exigeant que liberté et indépendance. Or, la comparaison d'ordre historique des républiques antiques et les monarchies modernes montre la supériorité de celles-là sur celles-ci ; en effet, le texte du marquis est une véritable apologie du

⁴ D'Argenson parle tantôt d'historiens, tantôt de philosophes politiques sans préciser la différence. Puisque l'objectif principal de son article est de démontrer, qu'en privant les historiens de leur indépendance et de leur autonomie intellectuelle, les monarchies modernes étouffent le progrès de la science politique et de la philosophie en général, cette indistinction n'affecte pas vraiment la portée de son propos.

⁵ PENKE, Olga, *Filozofikus világtörténetek és történetfilozófiák*, Budapest, Balassi Kiadó, 2000, p. 29–30.

⁶ LARRÈRE, *L'invention de l'économie au XVIII^e siècle : du droit naturel à la physiocratie*, Paris, PUF, 1992.

⁷ *Réflexions sur les historiens françois et sur les qualités nécessaires pour composer l'histoire*, p. 627.

gouvernement républicain ainsi qu'une analyse perspicace des défauts intrinsèques du gouvernement monarchique.

Examinons d'abord avec le marquis d'Argenson quelles sont les conditions politiques (ou autres) qui ont permis aux historiens antiques de jouir de l'indépendance qu'exige l'écriture de l'histoire. Trois exemples (choisis dans la longue énumération des excellents historiens et moralistes antiques fournie par d'Argenson) illustreront trois « chemins de la liberté » : commençons par Hérodote, le voyageur : « ...il lui étoit permis de dissertar librement sur les Religions opposées, nulle raison d'Etat ne contraignoit ses dissertations politiques⁸. » Se situer à l'extérieur de toute société et de tout Etat est certes un excellent moyen de garder son indépendance. Même Rousseau n'a pas résisté à cette solution apolitique de la sécession. Mais la liberté qui règne dans les républiques antiques n'oblige pas l'historien à s'éloigner de la cité afin de garder son indépendance : « Suétone parle des douze Césars avec toute la liberté qu'eût pu faire un Tribun de peuple pendant la liberté républicaine⁹. » La république a certainement obligé ses historiens et ses moralistes à respecter certains principes de base et quelques règles prudentielles – la raison d'Etat –, mais le mensonge et la flatterie ne faisaient pas nécessairement partie du métier de l'historien. Les premières années de l'Empire ayant remplacé la république ont sauvé une partie de la liberté accordée aux meilleurs historiens et moralistes ; mais la base de cette liberté ne fut plus la force politique du plus grand nombre, mais la vertu et l'honnêteté personnelles du Prince : « Tacite écrivoit sous un Empereur vertueux, et qui se faisait honneur de l'amitié du philosophe. Il pouvait parler avec liberté de la vertu et des vices¹⁰. » Les exemples antiques amènent donc le marquis d'Argenson à recenser trois moyens de se soustraire à l'autorité de la raison d'Etat et ainsi de gagner l'indépendance intellectuelle indispensable : rester à l'extérieur de la société politique, s'appuyer sur la liberté républicaine ou se fier à la vertu du Prince. Comme nous allons le voir, chacun de ces trois chemins est fermé aux historiens et aux moralistes de la monarchie.

D'Argenson remarque dès le début que les historiens et les moralistes – les philosophes inclus – ne disposent pas dans les monarchies d'un statut comparable à celui qui fut le leur aux temps des républiques antiques. Il est vrai que la monarchie française s'est toujours montrée particulièrement intéressée par l'histoire, mais les historiens-philosophes étaient loin d'être les guides spirituels de la Cité comme au siècle de Platon ; au contraire, ils étaient étroitement subordonnés au pouvoir, ecclésiastique ou séculier : ils sont clercs ou courtisans¹¹, ce

⁸ *Ibid.*, p. 629.

⁹ *Ibid.*, p. 630.

¹⁰ *Ibid.*, p. 631.

¹¹ *Ibid.*, p. 633.

qui affecte profondément leur jugement : « Tous nos historiens se ressentent de leur profession particulière ; ils ne parlent qu'inspirés par une partialité personnelle...¹². » Puisqu'ils sont au service du pouvoir, comment pourrait-on s'attendre à ce qu'ils émettent des jugements impartiaux ? D'Argenson éclaire la différence de la situation des historiens antiques et modernes en opposant Tacite à Philippe de Comines, deux historiens au talent exceptionnel :

Peut-être la différence de ces deux Historiens-Philosophes, consiste-t-elle principalement dans celle de la religion et du gouvernement où ils vivoient. Tous deux étoient de bons et vertueux citoyens, mais Comines, comme Chrétien, attribue toute à la Providence, sans rien ôter au mérite et à la sagesse humaine. Il respecte, par devoir, l'autorité monarchique en toutes choses, et Tacite pouvoit encore parler de la République sous les empereurs¹³.

Nous assistons ici à l'émergence de deux problèmes, voyons d'abord très brièvement celui de l'écriture chrétienne de l'histoire. Le marquis ne manque pas de percevoir les difficultés épistémologiques d'une histoire écrite par un chrétien à la foi inébranlable. L'écriture de l'histoire ne consiste pas simplement à enregistrer et à décrire les faits vécus ou retrouvés dans les sources (c'est la tâche des chroniqueurs et des annalistes)¹⁴ ; il s'agit d'établir des rapports de cause à effet qui régissent le cours des événements et en tirer des enseignements d'ordre moral. Or, dans une vision du monde dominée par la notion de Providence, où tous les événements émanent plus ou moins directement de Dieu, il est inconcevable de fournir, à défaut d'un outillage mental adapté, de véritables explications d'ordre historique. En somme, la condition épistémologique de l'écriture de l'histoire n'est autre que la libération de la conception d'un monde où tout s'explique par la volonté divine.

Plusieurs auteurs qui ont précédé d'Argenson ont traité de la question épineuse relative aux difficultés de l'écriture historique et politique dans les monarchies. Catherine Volpillac-Augier souligne que la définition de l'impartialité de l'historien s'est remarquablement déplacée depuis le XVII^e siècle : si Rapin fut déjà content de trouver un historien moins flagorneur que les autres, sous le règne de Louis XV, les penseurs ont été extrêmement sensibles à la menace d'un despotisme royal freinant la liberté des historiens¹⁵. Comment assurer une indépendance – au moins relative – aux historiens, c'est la question qui pré-

¹² *Ibid.*, p. 634.

¹³ *Ibid.*, p. 635.

¹⁴ « L'histoire n'est qu'une peinture mouvante de la politique et de la morale, et c'en est l'objet principal. Les annales suffisent à la gloire nationale, mais l'art de gouverner et le progrès des mœurs veulent des maximes et des exemples. » *Ibid.*, p. 638.

¹⁵ VOLPILHAC-AUGIER, Catherine, *Tacite en France de Montesquieu à Chateaubriand*, in *Studies on Voltaire and the Eighteenth Century*, Oxford, Voltaire Foundation, 1993, p. 249–250.

occupe, entre autres, aussi les collaborateurs de l'*Encyclopédie*. Certains, bien avant les Lumières, fournissent des réponses radicales : écoutons par exemple l'opinion d'Amelot de Houssaye, citée par Georges Benrekassa, très proche de celle de d'Argenson : « L'histoire est toujours mieux écrite par les Républicains que par les sujets des monarchies, ou le secret reste enseveli dans la tête et dans le cabinet du Prince, de sorte qu'à l'égard du gouvernement, ils sont comme des étrangers¹⁶. » Benrekassa remarque que Montesquieu tente d'enlever le potentiel antimonarchique de la question en détournant la responsabilité sur les passions en général :

Dans les monarchies extrêmement absolues, les historiens trahissent la vérité, parce qu'ils n'ont pas la liberté de le dire ; dans les Etats extrêmement libres, ils trahissent la vérité à cause de leur liberté même qui, produisant toujours des divisions, chacun devient aussi esclave de sa faction qu'il le serait d'un despote¹⁷.

Il est donc vrai, selon le Président, que les historiens des monarchies ne sont pas libres de donner leur opinion, mais les historiens des républiques ne sont pas moins subjugués par des passions générées par la nature particulière de leur gouvernement. Toute l'argumentation de Montesquieu vise à établir la supériorité des régimes modérés sur les régimes absolus. Ceci n'est pas le propos du marquis : comme il ressort du paragraphe précédent, par la comparaison des deux gouvernements il entend prouver que la république constitue une forme de gouvernement assurant aux historiens les conditions qui leur permettent d'émettre des jugements impartiaux, fondés uniquement sur la raison, dans le silence des passions¹⁸. L'idéalisation de la situation de la philosophie politique et de l'histoire dans les républiques permet au marquis de mettre en relief à quel point la monarchie constitue un terrain défavorable pour ces activités intellectuelles.

La monarchie exclut, par définition, la plus grande partie de ses sujets du gouvernement. Tout gouvernement fondé sur la non-participation des sujets peut logiquement se passer de l'éducation politique et philosophique du plus grand nombre ; il n'est que trop naturel que les historiens se trouvent obligés, dans un tel régime, à servir les seuls intérêts du monarque. L'idée d'une monarchie, dans laquelle le monarque dispose de toutes les connaissances, les sujets ne sachant que le tout petit rôle qui leur est dévolu dans le fonctionnement de l'Etat, n'est point contradictoire. Cette conception, que le marquis lui-même qualifie de paternaliste, regarde le silence des sujets comme un facteur de la raison d'Etat.

¹⁶ BENREKASSA, Georges, *Le concentrique et l'excentrique. Marges des Lumières*, Paris, Payot, 1980, p. 49.

¹⁷ *De l'esprit des Lois*, XIX, 27.

¹⁸ Dans d'autres textes, plus critiques à l'égard de la république, d'Argenson ne manque pas de noter à quel point les citoyens des cités antiques sont dominés et subjugués par leurs passions. (Voir les *Considérations*, Amsterdam, 1764, p. 9.)

Puisque « dans une Monarchie la politique est sacrée ; celle du dehors paroît secret d'Etat, celle du dedans exige le respect et ne souffre aucune critique », les chroniqueurs et les annalistes ne disposent pas de la liberté requise qui leur permettrait de produire un savoir politique ou historique valable. Ce que le pouvoir attend de ses historiens, ce n'est ni une analyse perspicace de son fonctionnement, ni un enseignement moral normatif ; les intellectuels au service du pouvoir sont payés pour glorifier et commémorer l'éclat de celui-ci (*the artisans of glory*, pour reprendre le titre du livre d'Orest Ranum). Le marquis établit d'ailleurs un rapport très étroit entre cette historiographie de l'éloge de la grandeur personnelle des princes et une certaine politique de conquêtes, de succès militaires : les rois, affamés de gloire, considèrent les conquêtes comme le meilleur moyen de laisser un excellent souvenir de leur règne. Leurs historiens sont des instruments au service des passions et de l'amour-propre de leur prince.

D'Argenson fournit dans son article une longue énumération des éminents historiens de la monarchie française, de Froissart au père Daniel afin de montrer, un par un, leur incapacité à se libérer de l'esprit de partialité que leur imposent les pouvoirs en place, la monarchie ou les églises¹⁹. Il repère les deux points de blocage traditionnels de l'histoire au service de la monarchie²⁰ : l'impossibilité d'accéder aux sources et la soumission aux contraintes idéologiques. Les chances de l'émergence d'une réflexion politique ou historique indépendante et impartiale sont d'ailleurs de plus en plus minces en raison du perfectionnement du pouvoir absolu des monarques²¹. Les véritables principes politiques étouffés, le seul domaine qui reste ouvert à la réflexion est celui de l'étude pseudo-philosophique des procédés qui permettent aux commerçants de réaliser des profits particuliers :

Peu de gens occupent dans une monarchie des affaires politiques du dedans, sinon en vue de leurs profits particuliers. Le commerce, par exemple, et la circulation de l'argent sont étudiés par nos Modernes avec beaucoup de soin, et peut-être avec un peu trop d'abstraction et de subtilité lucrative.

D'Argenson a déjà souligné, sur les pages des *Considérations*, à quel point il est dangereux de remplacer la philosophie politique fondée sur les principes du droit naturel, visant le bien commun par « cette obscure métaphysique financière qui désole la France depuis Colbert »²² qui ne sert que l'intérêt privé des négociants.

¹⁹ Jean de Serres, historien huguenot, ne s'en sort pas mieux que le jésuite père Daniel.

²⁰ Voir l'interprétation par Christian Jouhaud des *Mémoires de ma vie* de Perrault dans *Les pouvoirs de la littérature*, Paris, Gallimard, 2000, p. 152–157.

²¹ Dans d'autres contextes que celui de la liberté intellectuelle, le progrès du pouvoir royal ne manque pas de réjouir le marquis d'Argenson.

²² *Considérations*, p. 254.

Le problème est donc posé dans des termes extrêmement clairs : les républiques antiques, organisées selon des principes philosophiques, fondées sur la participation politique des citoyens responsables de leurs actions, avaient besoin de la collaboration de leurs philosophes et de leurs historiens : une communauté démocratique exige à juste titre de ses citoyens qu'ils disposent d'un savoir politique nécessaire à la participation à la chose publique. Il va donc de soi que les philosophes et les historiens sont les membres les plus appréciés des républiques antiques ; si leur gouvernement leur impose un minimum de respect vis-à-vis de la raison d'Etat, cela n'affecte pas particulièrement leur indépendance et leur liberté, ce qui est la condition la plus importante du progrès de la science politique. Contrairement aux républiques antiques, les monarchies modernes sont fondées sur la non-participation des sujets. Seul le roi (et peut-être ses conseillers) ont besoin d'une connaissance politique globale, les sujets se contentent de savoir le petit rôle qui leur est attribué. Les historiens et les philosophes sont donc dans une dépendance absolue par rapport aux monarques et aux églises, ce qui explique l'état arriéré des sciences politiques. A défaut de véritable philosophie politique, les savants des monarchies donnent dans l'art des maximes « tirées plustot de Machiavel que de Platon », qui consiste à habilement manipuler et à tromper les adversaires politiques.

La comparaison raisonnée de deux formes de gouvernement ne laisse pas de doutes : l'étude de cet aspect de la politique a mis en relief le fait que les républiques libres bénéficient d'une supériorité morale et politique sur les monarchies²³. Sur les deux dernières pages de sa dissertation, il tente d'atténuer la portée de son jugement très sévère : il prétend, sans trop de conviction, qu'en fin de compte les républiques exigent également de leurs historiens qu'ils respectent les institutions en place ; la liberté de ceux-ci est donc loin d'être complète²⁴. Il termine son article en affirmant qu'à condition de faire preuve d'une petite quantité de prudence et de circonspection, les historiens de la monarchie peuvent, eux

²³ D'Argenson résume ainsi : « Les anciens gouvernements paroissaient soumis à la censure des philosophes. Ces sages dissertoient librement sur le meilleur gouvernement, comme sur la nature des Dieux, les devoirs de la religion et les principes du bonheur. Ainsi devoient-ils avoir autant en profondeur sur la politique que nous avons en superficie. Nous pouvons penser mais ils se communiquaient leurs idées et s'exercoient continuellement à les désertier. Faute de cela, nous devons croire que cette science est encore dans son berceau parmi nous. Nous n'en avons que des semences transplantées de l'Antiquité, ou de chez quelques-uns de nos voisins à demi-libres ; il nous en reste plus de préjugés que de principes ; les progrès en sont suspendus par la nature du terroir. Rendons-en grâce à la Providence ; notre orgueil en souffre, notre calme augmente, et si nous vivons moins instruit, nous demeurons plus heureux. » *Réflexions*, p. 642.

²⁴ « ...il n'y a pas plus d'indépendance dans la République que dans la Monarchie ; il ne faut pas moins de respect pour le Sénat que pour le Trône. » *Ibid.*, p. 641.

aussi, produire des œuvres profondes et intéressantes. D'Argenson ne réussit pas à convaincre : la partie prépondérante de sa dissertation prouve le contraire de ce qu'il vient de dire. Nous avons plutôt l'impression que sur les deux dernières pages de son texte, il faisait son sacrifice sur l'autel de la monarchie ; pourtant, ses concessions ne parviennent qu'à peine à atténuer le message très clair du texte. Exiger la libération de l'histoire du carcan monarchique, c'est admettre que la politique n'est plus un domaine exclusivement réservé au Prince : les sujets ignorants doivent se transformer en citoyens conscients de leurs intérêts. Ainsi, la question de la liberté intellectuelle paraît devenir un aspect important de l'objectif d'une monarchie républicaine.

Il est très intéressant de constater que d'Argenson ne défend pas toujours l'idée selon laquelle la philosophie et les sciences politiques sont en permanente décadence depuis l'Antiquité. L'idéalisation de la liberté intellectuelle dont jouissent les historiens et les philosophes dans les républiques antiques est un instrument excellent qui permet de critiquer les pratiques courantes dans la monarchie. Dès qu'on change de contexte en quittant le débat particulier sur les avantages et les inconvénients de la république, le marquis d'Argenson parle en d'autres termes de l'état de la philosophie. La notion cruciale sera désormais celle du « progrès de la raison universelle ».

L'insistance sur l'idée d'une monarchie freinant le développement de la philosophie et des sciences politiques est en rapport étroit avec le message politique très fort que le marquis d'Argenson tente de faire passer : la monarchie, sans perdre sa spécificité, devrait s'approcher de la république en intégrant certains aspects de celle-ci. La liberté intellectuelle dont jouissent les habitants des républiques est l'un des avantages incontestables de celles-ci sur la monarchie ; d'une certaine façon, la référence républicaine permet de dessiner en creux les défauts du gouvernement monarchique. Dans d'autres textes, le marquis d'Argenson tente de justifier et d'appuyer le même objectif – la républicanisation, la démocratisation de la monarchie – avec une argumentation toute différente. Le point de départ de cette nouvelle approche n'est pas l'absence de la liberté dans la monarchie par rapport aux républiques et la décadence de la philosophie et des connaissances par rapport à l'Antiquité ; au contraire, d'Argenson postule la perfection et la force incontestable des monarchies modernes par rapport à l'obscurité d'un passé féodal en train de disparaître, pour le plus grand bonheur de la population du royaume. L'opposition se retrouve dès lors entre « ces tems si malheureux d'esclavage » et « notre âge si poli et si orné par la raison et les arts »²⁵. Le régime prôné par Boulainvilliers constitue en vérité le règne de l'ignorance, de la superstition et de la violence ; fondé sur la loi du plus fort, il représente la négation même de toute saine philosophie politique. Dans ce régime barbare la

²⁵ *Considérations*, p. 132.

voix de la raison fut étouffée à tel point que c'est un véritable miracle qu'elle ait pu émerger et faire surface :

Qui eût osé avancer alors que ces droits étoient déraisonnables, qu'ils faisaient tort au corps de l'Etat, qu'ils l'affaiblissoient, qu'il étoit souhaitable de les abolir ? Qui eût annoncé que trop ou tard, les progrès de la raison humaine tendroient à ramener les citoyens vers l'égalité²⁶.

Il convient de remarquer que dans cette argumentation la renaissance de la philosophie et de la science politique est étroitement liée au processus de renforcement et de la perfection de la monarchie : nous sommes très loin de la comparaison des républiques et des monarchies qui tournait à l'avantage de ces premières. Sur les pages des *Considérations*, d'Argenson nous donne l'image d'un pouvoir monarchique éclairé et civilisateur : de Louis le Jeune jusqu'à Richelieu, les efforts de la royauté ont toujours contribué à « l'augmentation de l'amour des sciences et des arts »²⁷. Néanmoins, le marquis ne va pas jusqu'à leur accorder le titre de philosophe :

Son [celle de Louis XIV] idée de la gloire n'étoit pas assez rectifiée par la philosophie, elle tenoit trop à l'homme et trop au tems ; quoique ces tems ne soient pas reculés, nous nous trouvons cependant avoir fait depuis de grands progrès, universellement en morale et en politesse ; quelques revers y ont contribué²⁸.

On pourrait reconstruire l'argumentation de d'Argenson de la manière suivante : en détruisant la barbarie féodale, la monarchie avait, sans le vouloir expressément, rendu possible le progrès de la philosophie. La philosophie a fait un grand chemin depuis le siècle de Louis XIV : maintenant elle a un message à faire passer, des réformes à proposer à la monarchie. Les conditions sont extrêmement favorables au progrès de la raison ; mais délaissant l'argumentation fondée sur la comparaison des monarchies avec des républiques, le marquis d'Argenson ne voit plus la garantie de ce progrès dans l'indépendance idéale des philosophes et des historiens par rapport à l'autorité ; au contraire, c'est le caractère quasi-absolu de la monarchie qui assure son impartialité et la rationalité de ses mesures :

On a pu mal raisonner en politique, tant qu'on a été étourdi par les résistances, mais l'autorité royale jouit maintenant d'une opinion légitime et naturelle chez tous les hommes ; rien n'est plus solide que sa force, rien de plus infaillible que ses ressorts ; elle va toute seule, pour ainsi dire, dans tous les tems et sous tous les règnes ; elle doit écarter des précautions inutiles ; et assurée qu'elle est du gouvernement, elle ne doit plus songer qu'au bien de ce qui est à gouverner²⁹.

²⁶ *Ibid.*, p. 137.

²⁷ *Ibid.*, p. 133.

²⁸ *Ibid.*, p. 168.

²⁹ *Ibid.*, p. 290.

L'autorité monarchique, incontestable, auto-suffisante, n'ayant rien à gagner ni à perdre, située par conséquent au-dessus des passions peut incarner, selon d'Argenson, la raison historique pure³⁰.

Il est intéressant de remarquer que la référence républicaine n'est pas absente de cette argumentation, mais elle a changé de fonction. Elle ne constitue plus l'un des termes d'une comparaison défavorable à la monarchie, au contraire, elle représente une chance, une promesse que cette dernière, enfin au faite de ses potentialités, peut saisir. L'autorité royale, forte et incontestée, n'a désormais rien à craindre du développement des sciences et du libre exercice de la philosophie : on pourrait avancer que pour le marquis d'Argenson avec l'avènement d'une monarchie limitée (ou plutôt modérée) par la seule raison, l'histoire politique de l'humanité a atteint sa fin et son apogée. Le rôle que la philosophie joue dans ce processus est très ambigu. D'une part, présente et agissante même dans les siècles les plus obscures du passé, elle a contribué, au service du pouvoir monarchique, à l'anéantissement de l'ordre féodal et la civilisation des mœurs. De l'autre, d'après certains passages, le marquis serait plutôt de l'avis que, malgré certains signes prometteurs, le véritable épanchement de la philosophie et surtout de la raison politique est encore à venir. C'est ici que la référence républicaine prend son sens : dans le nouveau contexte politico-moral la monarchie, à l'abri de toute sorte de contestation potentielle, peut se permettre, sans prendre de risques, de mener une politique culturelle quasi-républicaine en assurant l'indépendance totale des historiens et des philosophes.

En guise de conclusion de cette présentation consacrée aux réflexions de d'Argenson au sujet des rapports entre la philosophie et le pouvoir monarchique on peut affirmer que le marquis a recours à plusieurs argumentations pour défendre un objectif que ne varie pas tout au long de son œuvre : introduire autant de liberté dans la monarchie que celle-ci peut encore admettre. On a pu identifier deux argumentations différentes au service de cet objectif : l'une, fondée sur une comparaison des républiques et des monarchies, insiste sur les faiblesses politiques inhérentes au régime monarchique. Dans cette construction théorique la monarchie vulnérable doit imiter la république afin de rattraper son retard dans le domaine philosophique et historique. Le point de départ de l'autre argumentation est la force politique incontestable et incontestée de la monarchie éclairée : en l'absence d'adversaires sérieux, elle ne risque rien en admettant certaines pratiques caractéristiques des républiques antiques et modernes.

³⁰ Semblable en ceci à la classe ouvrière dans la pensée de Marx.